

Comores-coup-Djohar prév

Le président Djohar a fait les frais du coup d'Etat

PARIS, 6 oct (AFP) - Le président comorien élu Saïd Mohamed Djohar a fait les frais du coup d'Etat aux Comores mis en échec grâce à l'intervention de la France qui a propulsé au premier plan le Premier ministre Caabi El Yachroutu Mohamed, considéré comme proche de Paris, constatent vendredi les observateurs.

Tombé dès les premières heures du coup aux mains des mercenaires, le 28 septembre, le président Djohar a été complètement marginalisé tout le long de la crise et a été conduit, après sa libération par les mercenaires de Bob Denard, à l'île de la Réunion où il a été hospitalisé pour subir officiellement "un bilan de santé général".

Toutefois, la fille du président Djohar, Lélie Djohar, a affirmé que son père, âgé de 80 ans, n'avait "jamais été malade" et qu'"on ne lui avait pas laissé le choix entre rester et partir".

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Jacques Rummelhardt, a pour sa part précisé vendredi que le président comorien Saïd "poursuivait son rétablissement" et qu'il était "l'hôte des autorités françaises" à l'île de la Réunion.

De source informée dans l'île, on apprenait qu'après 24 heures passées à l'hôpital, le président comorien a été transféré vendredi dans une coquette villa préfectorale dans le petit village d'Heil-Bourg, sur les hauteurs de l'île pour une durée indéterminée. Le chef de l'Etat comorien n'a fait aucune déclaration depuis sa libération.

Réfugié à l'ambassade de France dès le début du coup d'Etat le 28 septembre, le Premier ministre, s'appuyant sur l'article 27 de la constitution concernant la vacance du pouvoir, a "suppléé" au président Djohar.

La France a immédiatement soutenu cette démarche. "La France voit avec intérêt la déclaration du Premier ministre des Comores annonçant qu'il supplée temporairement le président de la république, prisonnier des putschistes et qu'il recherche la formation d'un gouvernement d'union nationale", avait déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Mise à l'écart prévisible

Depuis l'ambassade de France, où il disposait de moyens de communication avec l'étranger, M. Caabi a coup sur coup confirmé avoir demandé l'intervention de la France en vertu d'un accord de défense conclu avec Paris en 1978, formé un nouveau gouvernement - aussitôt reconnu par Paris - et octroyé une amnistie à tous les putschistes comoriens.

La singulière sollicitude de Paris à l'égard du Premier ministre comorien a soulevé un certain nombre d'interrogations, notamment sur le point de savoir comment Bob Denard, qui se trouvait sous contrôle judiciaire en France, a pu

tromper la vigilance de la police et des services spéciaux français.

En tout état de cause, la mise à l'écart du président Djohar était prévisible notamment après les déclarations mercredi du ministre français de la Coopération Jacques Godfrain selon lequel le président comorien avait droit "à un certain repos".

Dans les milieux du gouvernement français, on ne cachait pas que la gestion du président comorien posait problème pour la stabilité du pays, du fait de son impopularité croissante suscitée par de nombreuses accusations de corruption. Paris s'inquiétait également de ce que M. Djohar ne brigue un nouveau mandat présidentiel en 1996.

Enfin, en propulsant M. Caabi El Yachroutu Mohamed au premier plan de la scène politique comorienne, Paris se prémunit contre une éventuelle reprise des revendications comoriennes sur l'île de Mayotte, la seule de l'archipel des Comores à être restée française.

az/cc